

La Grèce accablée par une dette majorée

- Echanges et mouvements - Europe : France, Espagne, Royaume-Uni, Allemagne, Italie, Russie, Roumanie, Hongrie, République tchèque... -
Grèce -

Date de mise en ligne : vendredi 27 juillet 2012

Ce texte du groupe grec TPTG a été publié dans le [n° 140](#) d'*Echanges* (printemps 2012).

Très brièvement, nous pensons que la reproduction de la crise capitaliste prolongée a été retardée par une certaine politique monétaire, qui a conduit à une autonomisation relative de la finance et à une interaction plus étroite entre les exportateurs de capitaux/prêteurs de fonds et débiteurs et des dettes publiques et privées en augmentation (au niveau de l'Union européenne [UE], ceci s'est exprimé par une interaction hiérarchique entre les Etats-nations « centraux » et les « périphériques »). Avec l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis qui s'est transformée en crise financière mondiale en 2008, sont apparues des dettes publiques supplémentaires dues à la socialisation des pertes capitalistes et au sauvetage des banques.

Dans certains pays, la crise financière s'est muée en crise fiscale de l'Etat. En Grèce, le régime d'accumulation des années 1990 et 2000, basé sur l'augmentation de l'investissement de capitaux fixes et sur la productivité de la main-d'oeuvre, sur un double marché du travail et sur d'importantes dépenses publiques et privées favorisées par des taux d'intérêt bas dans la « périphérie » de la zone euro (en raison des taux d'inflation plus élevés que dans le « centre ») et sur les influx de capitaux provenant des surplus du « centre » de l'UE - un régime qui avait commencé à montrer des signes de faiblesse depuis le milieu des années 2000 en raison de la chute du taux d'exploitation - s'est écroulé complètement à l'arrivée de la crise.

Parce qu'il s'agit d'un pays dont le niveau d'agitation prolétarienne est relativement élevé et où, en dépit de la modernisation capitaliste des deux dernières décennies, ont coexisté une petite-bourgeoisie forte et un système traditionnel de clientélisme politique, les fractions dominantes du capitalisme international et leurs alliés locaux ont considéré qu'on pouvait en faire un laboratoire du terrorisme fiscal et de la répression policière.

En Grèce, les premières mesures d'austérité se sont transformées en une politique élaborée et autoritaire de dévaluation des capitaux, ce qui a aggravé la récession et augmenté la dette publique. Un des principaux ingrédients de la politique de dévaluation des capitaux est la dépréciation de la main-d'oeuvre qui vise à affaiblir la puissance de la classe ouvrière en mettant en place des mécanismes d'austérité et de contrôle et en créant une importante armée de travailleurs de réserve. En outre, cette dépréciation de la main-d'oeuvre est facilitée par la suppression institutionnelle des accords de négociation collective, processus qui, dans une large mesure, sape la fonction même des mécanismes de représentation de la main-d'oeuvre (voir infra).

La politique généralisée de dévaluation, avec ses mesures de recapitalisation des banques, l'élimination ou l'expropriation de cette portion du capital social total (les petites et moyennes entreprises) qui est incapable de valoriser le capital excédentaire, la dépréciation des billets à ordre et l'écroulement de la consommation et des investissements, a pour but la centralisation des capitaux, la reproduction de la soi-disant accumulation primitive et la maîtrise de la séparation entre les moments différents de la reproduction des relations capitalistes qui existaient avant la crise. Nous ne prétendons pas avoir une compréhension totale des contradictions internes du capitalisme européen, et nos recherches dans ce domaine sont encore en cours.

Nous ne savons pas si cette condition particulièrement irrationnelle de « capital inemployé d'un côté et de population ouvrière au chômage de l'autre » (Marx) trouvera une solution dans l'avenir grâce à une récession contrôlée, qui entraînera un accroissement de la compétitivité de l'économie grecque dans un nouveau cycle d'accumulation européen, ou si les contradictions croissantes dues à une politique de dévaluation prolongée engendreront un développement chaotique et l'éclatement de la zone euro. Nous ne pouvons pas dire quelles seront l'étendue ou les formes de centralisation des capitaux. Alors que le processus de dévalorisation est encore en cours par le biais de la

« crise de la dette », il est trop tôt pour dire quels seront la forme et le contenu du futur régime d'accumulation - s'il doit y en avoir un - alimenté par une main-d'oeuvre dévaluée, ni quelle sera sa stabilité.

Ce processus a entraîné une concurrence entre les « frères ennemis » capitalistes à l'intérieur de laquelle, à la fois au niveau des relations entre les Etats-nations et sur le plan national, le plus fort et le plus rusé « tente de réduire sa propre part [de pertes] au minimum et à la faire endosser par un autre » (Marx). Il a aussi entraîné une montée du nationalisme dans la classe ouvrière, une lutte individualiste pour conserver son emploi, le départ à l'étranger de la main-d'oeuvre (surtout les personnes qualifiées) et la perte de compétence de la main-d'oeuvre au chômage.

Au cours d'un processus de dévaluation du capital, il existe cependant des plans d'investissement, particulièrement dans le secteur de l'énergie (solaire, pétrole et hydrocarbures), ainsi qu'une longue liste de privatisations imminentes des services publics et des entreprises contrôlées par l'Etat, ce qui, toutefois, dans un contexte de profonde récession et d'absence d'investissements publics semble très incertain.

Pour illustrer ce que nous venons de dire, voici les données les plus récentes que nous avons réunies :

- ▶ **la récession** : en 2010-2011, le PIB (prix fixes de 2000) a diminué de 10 % (la récession globale pour 2008-2011 est de 16,3 %). La consommation totale a chuté de 12,6 % (- 10,7 % pour la consommation privée et - 14,5 % pour la consommation publique). L'investissement brut en capital fixe a diminué de 17,9 % ;
- ▶ **exportations** : les exportations de marchandises et de services ont augmenté de 14,5 % en 2010-2011.

Ceci s'explique par la reprise du commerce international, c'est-à-dire par l'augmentation de la demande extérieure dans tous les pays. Donc, si on la considère dans le contexte international, la performance commerciale de la Grèce pour les exportations de biens et de services est de -1 % en 2010-2011 par rapport à 2009, la plus mauvaise de ces vingt dernières années. Les exportations ne correspondent qu'à un cinquième du PIB ;

- ▶ **emploi et chômage** : au cours du deuxième trimestre de 2011, l'emploi a décliné de 6,1 % et le chômage a augmenté de 36,5 % par rapport au deuxième trimestre de 2010. Le taux de chômage a atteint 20,9 % en novembre 2011 ; en d'autres termes, il y a plus d'un million de chômeurs. Les plus affectés sont les femmes entre 15 et 34 ans (32 % de taux de chômage) et les jeunes entre 15 et 24 ans (48 %). Cela signifie que la population n'ayant pas d'activité dans l'économie excède de 500 000 personnes celle qui en a. La confédération syndicale GSEE (Confédération générale des travailleurs grecs) estime le taux de chômage à 26 % en 2012. On ne peut comparer ce taux de chômage qu'à celui du début des années 1960, alors que des centaines de milliers de Grecs émigraient en Europe centrale, en Amérique du Nord et en Australie. Il faut préciser que l'estimation pour 2012 ne prend pas en compte les suppressions de postes à venir dans le secteur public : 15 000 fonctionnaires cette année et 150 000 en tout d'ici 2015 (le nombre total d'employés des services publics et de l'appareil d'Etat était de 768 000 en 2010, 15 % de la main-d'oeuvre totale, taux le plus bas de la zone Euro ; notons que depuis 2010 ce nombre a encore diminué car il y a eu très peu de nouveaux postes en 2011 et 2012 et de nombreux employés sont partis en retraite, anticipée ou non). Le seul secteur qui crée des emplois est la police ;
- ▶ **coût individuel et productivité de la main-d'oeuvre** : en 2010-2011, le coût individuel de la main-d'oeuvre n'a baissé que de 1,2 %. Ceci s'explique par le fait que si le salaire nominal moyen dans le secteur privé a baissé de 4,5 %, la productivité a aussi baissé de 3,3 %. La productivité du travail est liée au nombre de travailleurs employés, au degré de contrôle qui s'exerce sur la main-d'oeuvre et à l'investissement en capitaux fixes. L'investissement total, en capital variable ou constant, a diminué de 29,4 % au cours des deux dernières années. Ceci mis à part, la baisse du coût individuel du travail n'a entraîné qu'une petite baisse de 3 % sur le prix des exportations de biens et de services ;

- ▶ **fermetures de petites et moyennes entreprises** : dorénavant, une entreprise commerciale sur quatre a fermé et leur confédération estime que 38 % d'entre elles auront fermé à l'été 2012. En 2010-2011, 68 000 entreprises ont fermé (de janvier à septembre 2011 : 67 000 suppressions d'emplois) tandis que les estimations pour 2012 semblent pessimistes aussi : 60 000 entreprises supplémentaires doivent fermer, entraînant 100 000 suppressions d'emplois. Il est important de rappeler ici que les petites et moyennes entreprises en Grèce sont le véritable pivot à la fois de l'économie et de la société grecques. Elles représentent 99,9 % des entreprises capitalistes et contribuent à l'emploi pour 85,6 % - sans compter le travail au noir - à comparer à 66,9 % dans l'UE. Elles apportent 72 % de la production à valeur ajoutée par rapport à 58,4 % dans l'UE, selon les statistiques de 2011 ;

- ▶ **diminution des pensions de retraite** : sans entrer dans les détails, puisque les diminutions varient selon l'âge des retraités, le montant de la pension et le fonds de pension duquel on dépend, à cause des nouvelles mesures les pensions seront réduites de 10 % à 20 %, les indemnités de départ à la retraite de 30 %, alors que les soins médicaux se sont dégradés et que les allocations pour les handicapés ont aussi été diminuées. Remarquons que, d'après la Commission européenne, il faudra encore diminuer les pensions en 2012-2013 afin de compenser les pertes des fonds de pension dues à la mise en oeuvre récente de l'Intervention du secteur privé (PSI) ;

- ▶ **diminution des salaires** : en 2010-2011, les salaires du secteur public ont été réduits de 23 %. Avec l'introduction de la nouvelle grille de salaires dans ce secteur en novembre 2011, les salaires ont encore été réduits de 20 % en moyenne. Avant le nouveau cycle de mesures d'austérité, les salaires réels dans le secteur privé avaient été réduits de 8 %. À présent, la réduction du salaire de base est de 22 % et de 32 % pour ceux qui ont moins de 25 ans. Ceci signifie que le salaire de base tombe à 480 euros ou 400 pour les moins de 25 ans.

L'allocation de chômage tombe à 350 euros (remarquons qu'en Grèce - où elle est la même pour tout le monde - on ne la perçoit pas pendant plus d'un an et on ne la perçoit que si on a travaillé à plein temps pendant deux ans avant de perdre son emploi). Tous les contrats conclus en accord avec les syndicats seront caducs au bout de trois ans maximum et on pousse les gens à conclure des contrats privés. L'évolution des salaires est gelée jusqu'à ce que le taux de chômage tombe en dessous de 10 %. La contribution des employeurs à la sécurité sociale est réduite de 3 % ;

- ▶ **crise fiscale et crise de l'Etat** : en 2011, le déficit budgétaire de l'Etat a augmenté de 1,3 % en termes absolus par rapport à 2010. Les revenus de l'Etat ont baissé de 1,7 % tandis que les dépenses ont augmenté de 2,8 % pendant la même période. La diminution des revenus de l'Etat est due :

a) à la réduction du salaire moyen, des pensions et aux pertes d'emplois et, en conséquence, à la réduction de l'impôt associé aux revenus individuels ;

b) au déclin des profits des entreprises capitalistes qui, joint à la réduction de 1 % du taux d'imposition sur les bénéfices en 2011, a entraîné une diminution significative de l'impôt sur les bénéfices (qui sera abaissé de 24 % à 20 %, voir infra) ;

c) à une augmentation des revenus provenant des impôts indirects (TVA, taxes pétrolières, taxes sur l'alcool et les tabacs) inférieure aux prévisions, malgré une augmentation importante des taux d'imposition, à cause de la baisse de la consommation ;

d) à une importante augmentation des dégrèvements fiscaux au lieu de la diminution planifiée initialement due à l'échec des nouvelles régulations fiscales appropriées. L'augmentation des dépenses s'explique surtout par l'augmentation du service de la dette : le paiement des intérêts a augmenté de 23,6 % par rapport à 2010. D'autre part, ce qu'on appelle les « dépenses primaires » n'ont diminué que de 1,3 % malgré les sévères réductions de

salaires du secteur public. Ceci est dû à l'augmentation de 12,8 % des dépenses pour la sécurité sociale, les services sociaux et la protection sociale. Cette augmentation provient :

de l'augmentation des subventions versées aux fonds de pension qui sont au bord de la faillite à cause de la réduction importante des contributions de la sécurité sociale dont les causes sont la croissance du chômage, la réduction du salaire moyen et l'extension des contrats de travail à temps partiel ;

de la dépense accrue en allocations chômage due, elle aussi, à la montée du chômage. En outre, la dépense militaire a baissé de 60 % tandis que la dépense liée au PSI a diminué de 21,8 %. Selon Eurostat, la proportion de la dette du gouvernement grec par rapport au PIB a augmenté de manière spectaculaire, passant de 113 % en 2008 à 129 % en 2009, à 145 % en 2010, pour atteindre 165,3 % en 2011. Selon la Commission européenne, cette proportion sera réduite à 161,4 % dès 2012 grâce à la mise en oeuvre du PSI, avant de remonter à 165,3 % en 2013. Ensuite, selon la Commission européenne, qui prend ses rêves pour des réalités, elle recommencera à diminuer lentement à mesure que le PIB grec augmentera pour atteindre un peu moins de 120 % en 2020, c'est-à-dire le chiffre de 2009, date de l'adoption de la stratégie de terrorisme fiscal pour « sauver » le pays ;

- ▶ **impôts et profits** : « La Grèce a réduit son taux d'imposition des entreprises ces dernières années. Le taux d'imposition statutaire pour les entreprises non cotées est descendu de 40 % à 37,5 % en 2001 et à 35 % en 2002. Il a une nouvelle fois été réduit à 25 % en 2007. La réforme fiscale mise en oeuvre en 2008 prévoyait une réduction progressive de 1 % par an de l'impôt sur les revenus des entreprises pour les années comprises entre 2010 et 2014 (de 25 % à 20 %). Avec la nouvelle législation fiscale promulguée en 2011, le taux d'imposition sur les revenus des entreprises en 2010 s'appliquera à la totalité des revenus imposables à partir de 2012 (pour les revenus de 2011), tandis qu'un taux de 24 % ne s'appliquera que pour l'année 2011 (pour les revenus de 2010). » (Tendances de la fiscalité dans l'Union européenne, 2011, disponible sur http://ec.europa.eu/taxation_custom...)

impôts nouveaux : parce que l'Etat est incapable d'augmenter ses revenus grâce aux impôts sur le revenu et aux impôts indirects, on a introduit de nouvelles taxes immobilières dans le but de récupérer 2,5 milliards d'euros supplémentaires. On pense que les impôts directs apporteront 22,3 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat en 2012, contre 18,8 milliards en 2011. Ils s'attendent à réaliser cet objectif grâce à l'augmentation de la valeur objective (valeur du marché) de la propriété immobilière qui accroîtra les taxes concernées de 33 %. Il ne faut pas oublier que 70 % des Grecs sont propriétaires de leurs logements ;

- ▶ **comptes d'épargne** : d'après une étude réalisée par Focus Bari en mars 2011, 43 % des Grecs n'ont pas de comptes de dépôt, tandis que la majorité des autres les utilisent pour survivre ;
- ▶ **pauvreté, soins médicaux et suicides** : en 2010, le prolétariat grec était classé au septième rang de pauvreté dans l'UE en termes relatifs, avec 27,7 % des foyers disposant d'un revenu sous le seuil de pauvreté (60 % du revenu national moyen disponible). Il est certain que ce chiffre a augmenté depuis et qu'une proportion plus élevée du prolétariat vit sous le seuil de pauvreté. Le nombre de sans-abri est d'environ 20 000 (11 000 dans la seule Athènes) et il a augmenté de 20 % à 25 % depuis deux ans. La plupart des nouveaux cas de Grecs sans abri ne sont pas liés à la toxicomanie ou à la maladie mentale, comme c'était la plupart du temps le cas avant 2008, mais au chômage de longue durée et/ou à des évictions.

Les suicides et tentatives de suicides comptabilisées sont passés de 507 en 2009 à 622 en 2010 (+ 22,5 %) avant de se stabiliser en 2011 (598 jusqu'en décembre 2011, - 3,9%). Si l'on compare ces chiffres au taux moyen des suicides en Grèce (3,5 pour 100 000 habitants - l'un des plus bas d'Europe), alors l'augmentation est beaucoup plus importante : plus 31,4 % en 2009, plus 61,4 % en 2010 et plus 55,7 % en 2011. Le 4 avril, des centaines de personnes ont été les témoins du suicide par balle d'un retraité de 77 ans sur la place Syntagma. Sur la note qu'il a laissée, il disait qu'il ne voulait pas finir en cherchant sa nourriture dans les poubelles. La nouvelle de ce tragique

événement a provoqué un large mouvement de colère. L'après-midi même, quelques milliers de personnes se sont réunis place Syntagma. En conséquence, il y a eu de petits accrochages avec la police anti-émeutes sur la place et dans les rues adjacentes ;

- ▶ **médecine** : il n'existe aucune étude officielle concernant l'état du système médical en Grèce pour 2010-2011. Voici les principaux changements qui sont advenus : depuis le début de cette année, quatre grandes caisses d'assurance-santé (celle des fonctionnaires, des travailleurs du secteur privé, des employés indépendants - à la fois travailleurs et petits patrons - et des agriculteurs) ont fusionné en une caisse unique, l'EOPPY (organisation nationale pour la couverture - santé) qui couvre 9,5 millions de personnes. Selon le règlement de cette nouvelle caisse, le nombre de médecins affiliés n'est que de 5 000, ce qui signifie un médecin pour 2 000 patients assurés. En outre, le nombre maximum de patients autorisés à consulter gratuitement un médecin est de 50 par semaine et de 200 par mois. Une fois ces chiffres atteints, les patients suivants doivent payer. En outre, la compensation que l'Etat verse aux médecins est passée de 20 à 6,5 euros par visite, et on peut être certain que cela sera un facteur de détérioration additionnelle des soins médicaux - à moins d'être en mesure de payer plus ;
- ▶ **émigrants et immigrants** : la tendance à l'émigration est en hausse chez les travailleurs qualifiés et non qualifiés. L'Etat semble encourager ce processus afin d'affaiblir les luttes de classe à venir, et c'est pourquoi il attend avec impatience la signature d'un accord bilatéral avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande semblable à celui déjà conclu avec le Canada. De nombreux immigrants d'Europe de l'Est (Albanie, Pologne et Roumanie) qui travaillaient ces dernières années dans le secteur du BTP, ainsi que de nombreux Kurdes, quittent le pays puisqu'ils ne trouvent plus de travail. En même temps, la police persécute les vendeurs des rues venus d'Afrique et d'Asie sous prétexte d'éliminer le « commerce illégal » et les centres-villes sont constamment sous surveillance, tandis que la police anti-émeutes et les brigades sont plus que visibles dans les zones où traînaient les prolétaires marginalisés, surtout autour des bâtiments universitaires situés au centre d'Athènes où se réunissent généralement les vendeurs des rues.

Actuellement, des arrestations massives d'immigrants sans papiers ont lieu dans les quartiers du centre d'Athènes tandis que de nouveaux camps de concentration [sic], où les immigrants arrêtés sont retenus en attente de leur expulsion, doivent bientôt ouvrir partout en Grèce.

Pour aggraver les choses, on associe grossièrement immigration et taux de criminalité et menaces pour la santé publique, selon la propagande omniprésente des médias qui détourne l'attention du public des sujets actuels en imposant l'image de l'immigrant, bouc émissaire commode pour toutes les souffrances que subit actuellement le peuple grec. En même temps, la police n'empêche pas les gangs fascistes et les bandes de voyous d'attaquer les immigrants. Suivant une nouvelle loi votée par le gouvernement dans le cadre du nouvel accord avec la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international), d'ici trois mois, tous les immigrants « irréguliers » employés dans l'agriculture, comme infirmiers, personnels de service ou de nettoyage devront se présenter à la police avec leurs employeurs afin de s'enregistrer. S'ils le font, les employeurs seront exemptés de toutes les contributions à la sécurité sociale et de toutes les amendes qui sanctionnent l'emploi d'un travailleur « irrégulier » jusqu'au moment de son enregistrement. Si le travailleur « irrégulier » ou son employeur ne se présentent pas à la police et que l'immigrant est arrêté, l'employeur n'est pas poursuivi au pénal, mais il n'est pas exempté des contributions pour la période précédant l'arrestation. L'immigrant doit retourner dans son pays d'origine dans un délai de six mois après son enregistrement et dans un délai d'un mois seulement après son expulsion de Grèce, son employeur peut demander pour lui un permis de travail d'un an ;

- ▶ **logement et syndicats** : le travail de sape du rôle des syndicats est illustré par la suppression récente de l'OEK (Organisation du logement des travailleurs) et de l'OEE (Fonds social des travailleurs), tous deux sous le contrôle du ministère du Travail, dans le cadre de la réduction du secteur public et dans le respect des conditions posées par les créanciers de la Grèce. Les fonds de ces deux organisations provenaient des contributions des travailleurs et des patrons, récemment abolies (la prétendue diminution des coûts extra-salariaux) afin que le gouvernement puisse

trouver 300 millions pour finaliser la négociation du nouveau sauvetage avec la Troïka. Comme l'OEK était responsable du logement subventionné par l'Etat pour les pauvres et les familles nombreuses, on a estimé à environ 1 milliard d'euros le capital disponible pour la construction de logements dans le pays. On a mis fin brutalement à la réserve des loyers subventionnés concernant 120 000 bénéficiaires, à la distribution de 10 000 prêts immobiliers subventionnés par an (avec des conséquences importantes dans le secteur du bâtiment et pour les banques qui accordent des prêts subventionnés, ce qui aggravera encore la récession).

Cependant, la clôture de l'OEE a une autre conséquence qui concerne les syndicats. Le rôle de l'OEE, fondé par l'Etat en 1931, était de manipuler et de contrôler le syndicalisme, car il soutenait financièrement et hébergeait les syndicats dont « les objectifs et les activités n'allaient pas à l'encontre de la loi », comme le stipulait la loi qui le fondait. Grâce aux contributions des travailleurs et des patrons, l'OEE hébergeait les syndicats du secteur privé et les Centres du travail régionaux dans toute la Grèce et les finançait (y compris pour rémunérer leur personnel), il détenait un fonds d'assurance complémentaire pour les cadres syndicaux, soutenait financièrement la formation de ces cadres en organisant des séminaires, et c'est ultérieurement, à partir des années 1980, qu'il eut un rôle d'aide sociale (programme pour le tourisme subventionné et pour les jardins d'enfants, etc.). De moins en moins capables de remplir leurs fonctions essentielles - la négociation du coût de la main-d'oeuvre et, en général, la reproduction de la classe ouvrière en tant que classe, comme capital variable - les syndicats en sont arrivés à un point où cette incapacité a fini par miner leur existence même. Cependant, si c'est l'Etat capitaliste qui porte le coup fatal à ses précieux soutiens, même lors d'un état d'urgence, alors il ne sortira pas indemne d'un tel changement historique dans ses relations avec les syndicats ;

- **PSI** : l'échange obligataire PSI est une restructuration de la dette souveraine conclue le 9 mars qui signifie que la Grèce est en défaut de paiement organisé. Bien que l'échange PSI soit décrit comme « la plus grande restructuration de dette souveraine à ce jour », et malgré la jubilation lors de sa signature, la décroissance réelle de la dette souveraine de la Grèce est en réalité faible.

Voyons pourquoi : la dette qui est détenue par des investisseurs privés (banques, fonds de pension, sociétés d'investissement, détenteurs individuels) sera restructurée selon les termes de l'accord (21 février 2012) entre les leaders européens et l'IFF (Institut International de la Finance). L'accord -inclut une diminution de 53,5 % de la valeur nominale des obligations grecques escomptables. Le reste du montant sera couvert par des billets à ordre EFSF (équivalant à 15 % des anciennes obligations), des billets à ordre à court terme EFSF (pour rembourser les intérêts des anciennes obligations), de nouvelles obligations émises par le gouvernement (équivalant à 31,5% des anciennes obligations à une échéance de 10 à 30 ans) accompagnées de garanties liées au PIB (i.e. le taux d'intérêt de l'obligation augmentera proportionnellement au PIB si celui de la Grèce augmente plus que prévu).

En chiffres absolus, l'échange obligataire vise à restructurer environ 197 milliards d'euros si la participation au PSI atteint 95,7 %. Donc, la réduction totale de la dette grecque après la diminution de 53,5 % s'élève à 105 milliards d'euros. Mais, grâce au deuxième sauvetage de la Troïka, le financement du PSI réduit de façon significative le montant réel de la dette restructurée : si on retire 85,5 milliards d'euros aux 130 milliards du deuxième sauvetage de la Troïka, cela financera l'échange obligataire du PSI. Ce montant est composé de 30 milliards d'euros en billets à ordre EFSF (aussi appelés « pots-de-vin en obligations PSI »), de 50 milliards d'euros d'aide aux banques grecques (aussi appelée processus de « recapitalisation »), de 5,5 milliards de billets à ordre à court terme EFSF pour rembourser l'intérêt accumulé des anciennes obligations. Donc, le soulagement réel que procure cet échange est plutôt léger, moins de 50 milliards [= 197-85,5-62 milliards, les 62 milliards correspondent aux nouvelles obligations émises par le gouvernement qui ont remplacé 46,5 % des 197 milliards d'obligations]. Si nous tenons compte aussi du financement du déficit public pour 2012 (plus de 14 milliards), le service des obligations souveraines grecques que possède la BCE (environ 4,6 milliards) et du second prêt pour le deuxième sauvetage, alors la réduction effective de la dette sera d'environ 30 milliards (=50-14,4-4,6) ou d'environ 8 % de la dette totale pour cette année. C'est pourquoi, selon la Commission européenne, la dette grecque en tant que pourcentage du PIB sera toujours très élevée en 2012 (161,4 % par rapport à 165,3 % en 2011), et s'élèvera à nouveau à 165,4 % en 2013.

Donc, si on laisse de côté la manière spectaculaire de présenter la restructuration de la dette souveraine comme « un important succès national et européen », l'échange obligataire PSI exige 85,5 milliards d'euros puisés dans le second sauvetage de la Troïka (prêt de 130 milliards d'euros) annoncé le même jour (21 février 2012).

Paradoxalement, et avec une logique véritablement perverse, le « succès » de la restructuration de la dette souveraine a été présenté comme une condition préliminaire pour ce second sauvetage alors que c'était l'inverse, et ce qui est encore plus important, les deux étaient en fin de compte basés sur l'accord concernant la nouvelle dévaluation interne nommée « Mémoire n° 2 » et la mise en oeuvre des mesures qu'il contient.

La seule ombre au tableau était l'obligation faite au gouvernement grec d'activer les CAC, connues depuis peu, en raison du refus de six fonds de pension grecs sur quatorze, détenteurs d'obligations du gouvernement et qui sont au bord de la faillite. En conséquence, l'échange obligataire a perdu son caractère « volontaire » ; ISDA a décrit le PSI grec comme un « crédit événementiel » et c'est pourquoi les CDS ont été activés. Selon certains médias, des cabinets d'avocats représentant des détenteurs d'obligations (y compris des détenteurs individuels et les fonds de pension) ont l'intention de poursuivre les banques et l'Etat grec en justice, réclamant le remboursement intégral de leurs portefeuilles. En même temps, « les marchés » et les agences de notation considèrent que les nouvelles obligations grecques ne sont pas sécurisées. Il est révélateur que leur prix soit tombé à près de 15 % à 20 % de leur valeur nominale, selon l'échéance du contrat, bien qu'elles soient enregistrées sous législation britannique, et bien que l'IFF et les politiques en fassent la promotion.

Les conclusions politiques sont -plutôt sombres :

1) le PSI constitue une étape cruciale dans la gestion de la crise de la dette contre le prolétariat en réaffirmant la stratégie capitaliste néolibérale du terrorisme monétaire grâce à la dette. L'Etat grec se retrouve encore plus étroitement enfermé dans le cercle vicieux de la Troïka et de la zone euro avec de nouveaux prêts pour rembourser la dette qui aggravent une dévaluation interne de la main-d'oeuvre et des capitaux improductifs et non compétitifs. Selon la déclaration de l'Eurogroupe du 21 février (lors de la signature du PSI), on a posé certaines conditions préalables afin que l'Etat grec « réalise les plans de privatisation et mette en oeuvre un agenda audacieux de réformes structurelles, à la fois sur le marché du travail et sur les marchés des produits et des services, afin d'encourager la compétitivité, l'emploi et la croissance durable [sic] » :

a) nouveau renforcement du groupe de travail de la Commission européenne avec une présence permanente sur place assortie d'un contrôle renforcé, travaillant continuellement en proche et coopération avec le gouvernement grec afin d'aider la Troïka à évaluer les mesures prises par le gouvernement grec ;

b) ouverture d'un compte spécial indépendant du budget principal de la Grèce qui devrait toujours contenir assez d'argent pour le service de la dette au cours des trois mois à venir ;

c) introduction dans la constitution et la législation grecques d'une disposition prévoyant que le service de la dette sera prioritaire.

En outre, la plus grosse partie de la dette souveraine est sous législation britannique, qui s'efforce d'accorder une protection plus étendue aux créanciers en cas de défaut de paiement en leur donnant même la possibilité de confisquer les actifs de l'Etat grec. De plus, si la Grèce devait quitter la zone euro, elle ne pourrait plus voter de loi pour convertir la dette en euros en nouvelle dette en drachmes.

Par ailleurs, sauf pour le service de la dette, les procédures citées ci-dessus ont pour but d'approfondir de force l'unification politique de la zone euro, même si l'issue pourrait aussi en être l'éclatement. En Grèce, ceci a donné lieu à beaucoup d'agitation politique au cours de l'année écoulée. La formation d'un gouvernement de « salut national »

avec un premier ministre technocrate ; la déclaration officieuse mais importante d'un « état d'urgence » ; les scissions des partis politiques et la création de nouveaux partis ; les élections nationales à venir grâce auxquelles la fraction dominante capitaliste essaie de s'installer et de réagir au mécontentement et à l'agitation politique ; le renforcement des tendances nationalistes de droite et de gauche à la fois au niveau politique et au niveau social.

2) Actuellement, le principal détenteur de la dette publique grecque est le secteur institutionnel, la zone euro en est un (BCE et les BCN) ainsi que le FMI, si nous ajoutons les deux sauvetages et les liquidités avec lesquelles la BCE a soutenu les banques grecques, le secteur privé en déclin est presque le troisième. Donc, grâce au PSI, la fraction dirigeante de la bourgeoisie européenne a réussi à détruire « de façon organisée » une grande partie du capital financier déjà dévalorisé, délivrant ainsi les banques, surtout, de leur dette toxique en la transférant à la BCE et aux BCN et par là aux « contribuables européens », (c'est-à-dire surtout au prolétariat et à la petite-bourgeoisie européens). Puisque la Grèce sert de laboratoire du terrorisme fiscal, ce sera bientôt le tour du prolétariat européen. En outre, ces relations de partenariat entre débiteurs et créateurs dans l'UE laissent le champ libre à la gestion politique du nationalisme qui commence à s'affirmer chez les prolétaires européens.

3) L'agression contre les prolétaires grecs et immigrés semble sans fin. Comme nous l'avons déjà dit, le plan PSI est étroitement lié à la mise en oeuvre de la nouvelle dévaluation interne (Mémorandum n° 2). Si elle ne progresse pas comme on le souhaite, alors aucune somme d'argent provenant du « plan de sauvetage » ne sera déposée sur le compte spécial pour le service de la dette grecque, et c'est le gouvernement grec qui devra l'approvisionner (par exemple grâce aux impôts).

La Commission européenne a déjà suggéré qu'il faudrait mettre en place de nouvelles mesures d'austérité à hauteur de 11 milliards au cours des deux prochaines années, portant principalement sur de nouvelles réductions des retraites, des allocations-chômage, du salaire minimum et des dépenses sociales liées au système de santé, etc. Dans le secteur public, on prévoit des licenciements massifs (15 000 en 2012 et 150 000 d'ici 2015). Il semble fort probable que ce que rapportera cette nouvelle agression sera utilisé pour compenser les pertes subies par les fonds de pension grecs (estimées à environ 11 milliards) et dues à la mise en oeuvre du « plan de sauvetage » PSI .

Luttes de classe dans une situation de quasi-guerre

Puisqu'il y a eu de moins en moins de participation aux grèves générales après 2010 aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, et précisément à cause de leur échec total à faire barrage à la vague de mesures institutionnelles qui a imposé une dépréciation de la main-d'oeuvre sans précédent, des luttes ont émergé dans le cadre de cette agression dévastatrice, c'est-à-dire dans les secteurs public et privé sur des lieux de travail isolés.

Il n'est pas surprenant que l'agression de « la crise de la dette souveraine » ait ciblé instinctivement le secteur public. Et donc les travailleurs de ce secteur ont été les premiers à réagir aux diminutions de salaires, aux énormes réductions des dépenses publiques, au démantèlement des services et à la dissolution d'un grand nombre d'entreprises d'Etat.

S'ajoutant au nombre de grèves et de manifestations qui a augmenté en octobre 2011, les fonctionnaires ont déclenché une vague de grèves sur le tas dans les mairies, les ministères et les bureaux des services publics, à Athènes et dans tout le pays, signalant ainsi une escalade inhabituelle de la lutte dans ce secteur particulier.

Les travailleurs ont bloqué la direction de la sécurité informatique ainsi que les ministères du Développement, de l'Intérieur et du Logement et la Direction des retraites du ministère des Finances. Ces pratiques militantes qui ont bloqué, au moins temporairement, les plans du gouvernement pour une « main-d'oeuvre de réserve » (selon lesquels 30 000 fonctionnaires étaient censés perdre effectivement leur travail d'ici quelques mois) ont marqué le

réveil de la majorité des fonctionnaires en léthargie chronique dont l'existence même, selon la propagande de l'Etat, constitue à présent le principal « problème structurel » du pays.

Dans tout le pays, les travailleurs municipaux ont occupé les bureaux du gouvernement local et les éboueurs se sont engagés pendant dix jours dans une protestation qui incluait le blocage du principal site d'enfouissement de déchets de la capitale dans le nord-ouest d'Athènes. Les municipalités subissent des coupes sévères en ce moment, car certains de leurs services (à commencer par les services de nettoyage) seront privatisés et une partie de leur personnel licenciée.

Le 12 octobre, des adhérents du syndicat GENOP ont commencé l'occupation de l'imprimerie de l'Entreprise de l'Energie publique (DEI). En raison de la nouvelle législation sur la propriété, la comptabilité du DEI devait envoyer aux propriétaires leurs factures d'électricité comprenant l'augmentation des taxes foncières. Bien que l'action de ces syndicalistes ne soit pas dénuée de populisme - ils prétendaient qu'ils ne couperaient pas le courant uniquement à ceux qui vivent dans une grande pauvreté, affaiblissant ainsi l'agressivité du mouvement contre les impôts - ni de machisme, elle a permis de ralentir le processus.

La crise capitaliste se révèle particulièrement malsaine pour les prolétaires comme le montrent les coupes sévères dans tous les services de santé : il y a eu des coupes d'environ 40 % dans les budgets hospitaliers, le personnel est en nombre insuffisant, on a rapporté des pénuries occasionnelles de fournitures médicales, des fusions et même des fermetures d'hôpitaux ainsi que d'institutions psychiatriques et de centres de désintoxication. Les travailleurs du secteur de la santé ont réagi par des grèves continuelles et même par des occupations du ministère de la Santé dont la dernière a duré quinze jours.

Une lutte intéressante a eu lieu à l'Hôpital Général de Kilkis, une ville dans le nord de la Grèce, pendant quelques semaines. L'assemblée générale de tous les travailleurs (médecins compris) a décidé d'occuper les lieux et a commencé d'exercer son droit de retrait, n'assurant que les urgences, jusqu'au paiement complet des heures effectuées et à l'obtention d'une augmentation pour aligner les revenus sur le niveau qu'ils avaient avant l'arrivée de la Troïka (UE-BCE-FMI), comme ils disent. Ils ont aussi dispensé des soins médicaux gratuits en déclarant que les problèmes persistants du système de santé national (ESY) du pays ne pouvaient être résolus par les revendications limitées du secteur de la santé et ont ainsi replacé leurs intérêts particuliers dans le cadre général des exigences politiques et économiques contre la brutale agression capitaliste en réclamant la solidarité de tous. Bien que l'occupation ait pris fin, les travailleurs de la santé non payés poursuivent les arrêts de travail.

Une série de luttes sectorielles et défensives sur les lieux de travail dans le secteur privé a révélé que le capitalisme industriel grec a déjà profité du nouveau cadre institutionnel que lui offre « l'état d'urgence » qui gouverne actuellement la Grèce pour renforcer sa rentabilité ou simplement transférer ses propres dettes et pertes aux travailleurs.

Les exigences de base au centre de ces luttes visaient surtout les licenciements, les fermetures d'usines, l'enlèvement des machines et des stocks par les patrons, le paiement des salaires dus et la défense des contrats de travail existants. Pendant plusieurs mois l'année dernière, on a assisté à de nombreuses luttes similaires. Dans une aciérie de Volos, 100 travailleurs ont fait grève pendant un mois contre sa fermeture et les licenciements. Dans une usine d'aluminium d'un faubourg de l'ouest d'Athènes, les travailleurs ont fait grève pour exiger que leurs soient versées les sommes dues depuis plus d'un an. Des grèves identiques, avec les mêmes exigences, ont eu lieu dans deux autres usines d'aluminium de la même région.

Deux laiteries, une en Attique (région dont Athènes est la capitale) et l'autre à Larissa (Thessalie), ont connu deux victoires : à la suite d'un seul jour de grève à la laiterie Agno contre les licenciements et à des heurts avec la police anti-émeutes, les travailleurs ont repris le travail. A Larissa, la grève a obligé les patrons à renoncer aux

licenciements et aux réductions de salaires. Dans une usine pharmaceutique dans le nord de l'Attique, la lutte des 330 travailleurs était centrée sur le paiement des salaires dus (ils n'étaient plus payés depuis plusieurs mois), sur le rejet de l'obligation de travailler par intermittence (une fois par semaine). Il y a aussi eu des heurts avec la police anti-émeutes quand les patrons ont essayé de faire sortir des marchandises valant des milliers d'euros.

La grève de 400 travailleurs d'une aciérie à Elleniki Chalivourgia (plus de 150 jours de grève) dans l'ouest de l'Attique a commencé en réaction à 50 licenciements après avoir rejeté le chantage des patrons pour modifier le contrat de travail (cinq heures par semaine pour une diminution de salaire de 50 %). La même entreprise possède une autre usine à Volos (Thessalie) d'une capacité productive inférieure et avec 360 travailleurs qui, agissant comme des « jaunes », travaillent temporairement 8 heures par jour pour compenser la baisse de production de l'usine en grève mais, comme l'avaient planifié les patrons, leur contrat de travail a aussi été modifié.

Cette lutte d'Elleniki Chalivourgia a été « adoptée » par le Parti communiste de Grèce (KKE) grâce au contrôle de son syndicat (PAME). Selon la stratégie initiale, on a présenté cette lutte comme emblématique pour la classe ouvrière en général, son éventuelle victoire étant la « victoire de tous » (et son éventuelle défaite, celle de tous). Hormis les activités et les ambitions de PAME, ce rôle emblématique est basé sur la durée inhabituelle de cette lutte mais aussi sur la solidarité inattendue dont ont fait preuve tous les milieux politiques, les bases des syndicats, les assemblées de quartier, la propre communauté des travailleurs, ou tout simplement des gens ordinaires (une solidarité qui, cependant, s'est surtout limitée à un soutien financier). Avec le temps et l'intransigeance des patrons, les limites que les tactiques stalinienne imposaient à la lutte ont devenues évidentes : la grève a stagné sans dégager de perspectives, ni de l'intérieur - la tendance légaliste des staliniens est apparente lorsque les travailleurs n'osent même pas qualifier leur lutte « d'occupation », et encore moins s'emparer des moyens de production dans quelque but que ce soit - ni de l'extérieur. Le syndicat a accueilli certaines actions de solidarité avec réserve, voire avec hostilité : « Tous ceux qui croyaient pouvoir tenir d'autres usines ou entreprises à l'écart de notre lutte, qu'ils pourraient opposer au mouvement de classe organisé, PAME, dont nous faisons partie et qui nous soutient, à présent qu'ils ont échoué vont intervenir plus ouvertement. Ils nous attaqueront en nous diffamant, en mentant, par le terrorisme et les provocations afin d'affaiblir notre lutte. Ils ont déjà commencé à le faire de diverses façons. Par voie de presse, par le biais de manifestations sous prétexte de solidarité... » (extrait du discours de Sifonios, dirigeant du syndicat, le 17 janvier lors de la manifestation de PAME en faveur de la grève). Ainsi, les opposants du KKE ont été tenus à l'écart tandis que le même jour (17 janvier) une grève générale éclatait en Attique, organisée par les Centres du Travail de cette région ; les grévistes d'Elleniki Chalivourgia choisirent de suivre PAME et de défilier jusqu'au ministère du Travail en laissant tous les autres travailleurs solidaires prendre la direction habituelle de la place Syntagma. Au lieu d'une escalade de la lutte, la grève était morte pour les membres de l'IIF.

L'utilisation de la grève des travailleurs des aciéries comme outil pour promouvoir la ligne politique générale du parti stalinien laisse cependant une ouverture pour une manœuvre opportuniste, comme l'a démontré (le 17 février) l'accueil chaleureux du syndicat aux « délégués solidaires » de l'Aube Dorée néonazie à l'usine. Savoir si les ouvriers des aciéries vont ou non vers une double défaite - à la fois du fait des patrons et des staliniens qui manipulent leur lutte en la subordonnant à leurs jeux politiques - n'est pas un pari qui en ferait hésiter beaucoup.

Les médias de masse ont été durement touchés par la récession : d'énormes réductions des subventions de l'Etat et des financements privés ont entraîné des licenciements massifs dans la presse écrite et à la télévision.

A Eleftherotypia, journal assimilé à la « renaissance » de la démocratie après la chute de la dictature et dont le prestige équivaut à celui de Libération en France, les journalistes, le personnel administratif et les imprimeurs se mirent en grève quand il devint notoire que le patron avait l'intention de se mettre à l'abri de ses créanciers selon l'article 99 du code de la faillite. Le patron disait avoir des problèmes de crédit et les travailleurs n'étaient plus payés depuis l'été alors que les actionnaires avaient reçu leur part les années précédentes. Avant décembre, il y avait eu une série de grèves sans conséquences, et à leur suite les travailleurs avaient publié deux numéros du journal avec le soutien du syndicat des journalistes, mais sans perspectives d'avenir précises.

Les patrons communistes ont aussi été touchés par la récession. Depuis décembre 2010, l'administration de la radio-télévision 902 qui appartient au KKE avait commencé à licencier sans préavis les travailleurs non inscrits au parti. Pire encore, lorsque certains travailleurs commencèrent à s'organiser contre les mises à pied, ils affrontèrent les tactiques du diviser-pour-régner du parti qui les opposaient aux travailleurs inscrits au parti. Tout à fait récemment, l'entreprise de presse du KKE, Typockdotiki, une énorme imprimerie en Grèce, qui risquait de fermer, a demandé protection contre ses créanciers selon l'article 99 du code de la faillite. Le code stipule que les employés et autres créanciers ne peuvent pas exiger ou saisir les actifs d'une entreprise qui a des ennuis jusqu'à ce qu'un plan de redressement soit mis en oeuvre et jusqu'à ce qu'il soit clair que l'entreprise va fonctionner ou être liquidée. Pourtant, c'est PAME qui a condamné ce genre de pratiques chez les patrons il y a presque un an. Voici un extrait de leur quotidien Rizospastis (10 novembre 2010) : « Les seuls qui y gagnent [à l'application de ce code] sont les employeurs, puisqu'ils se débarrassent de leurs créanciers, à la fois des fournisseurs et des travailleurs (c'est-à-dire que les travailleurs sont considérés comme des fournisseurs), sauvegardant les employeurs afin qu'ils enclenchent le défaut de paiement envers tous. Les travailleurs perdent tout, salaires, indemnités de licenciement, assurance, éligibilité pour les allocations-chômage, tandis que les employeurs leur font du chantage pour qu'ils partent en acceptant la moitié des indemnités de licenciement, le travail en trois huit ou un emploi à temps partiel pour sauver les profits de l'entreprise. » Voici ce qu'il en est des droits des travailleurs et des moyens de production « socialisés », comme le souligne le programme politique du KKE !

620 salariés d'une télévision, Alter, qui n'avaient pas été payés depuis des mois, ont refusé de travailler, arrêté les transmissions et, en intervenant sur les fréquences de la station occupée, ont présenté les luttes sur différents lieux de travail. Nous devons signaler que cette lutte est aussi contrôlée par PAME dans une large mesure.

Certaines autres grèves ont été assez efficaces, du moins assez pour bloquer les agressions contre les salaires et les relations sociales : dans l'entreprise Vodaphone de téléphonie mobile, quelques jours de grève ont abouti au blocage de la modification des contrats de travail (moins d'heures, moins de salaire). Chez Notos, chaîne de grands magasins, une grève de 24 heures et des piquets de grève ont suffi pour que les patrons retirent un nouveau contrat de travail (moins d'heures, moins de salaire), du moins pour l'instant. Des luttes pour des salaires impayés se produisent souvent aussi dans le secteur tertiaire. Dans le nord de la Grèce, les travailleurs de l'hôtellerie ont fait grève pour exiger les salaires qui leur étaient dus depuis des mois ; ce sont surtout les jeunes et les chômeurs qui ont pris part au Recensement national qui ont réussi à être payés, grâce à leur seule action puisqu'ils n'avaient pas de syndicat.

A cause de l'agression frontale à la fois sur les sphères de production et de reproduction, de nouvelles formes de lutte se sont développées qu'organisent principalement les assemblées de quartier. Ces « assemblées populaires », c'est ainsi qu'on appelle la plupart d'entre elles, ont proliféré (plus de 40 en Attique) après la répression et l'épuisement de la mobilisation en août dernier place Syntagma. Elles attirent un nombre croissant de déçus, des électeurs conformistes des deux grands partis (ce qui est très discutable à présent car leur légitimité disparaît rapidement), des gauchistes de toute sorte, des antiautoritaires et des chômeurs et des ouvriers tout à fait ordinaires, peu familiers des procédures politiques, et qui fréquentent en général les assemblées au début de certaines luttes pour les abandonner ensuite en déléguant leurs pouvoirs aux militants.

L'une de ces luttes est celle contre la nouvelle taxe foncière intégrée dans la facture d'électricité, ce qui montre bien le caractère urgent de l'agression capitaliste que nous subissons. Pour un ensemble de raisons (la lutte est une opposition au chantage sur l'électricité, elle exprime certaines revendications d'ordre légal au sujet de la constitutionnalité et c'est un terrain privilégié pour un refus collectif de payer), elle s'est rapidement transformée en mouvement national, surtout grâce aux assemblées de quartier. Selon les données du syndicat GENOP (de l'Entreprise de l'Energie publique), on estime que 30 % à 40 % des foyers n'ont pas payé cette taxe spécifique. Face à cette indiscipline de masse, l'Etat a paru battre en retraite tout en manoeuvrant pour mettre la taxe sous la responsabilité du Centre des impôts et il espère ainsi affaiblir le mouvement en le dispersant entre des contribuables isolés et atomisés. Pour l'instant, le courant est coupé aux petites entreprises et aux professionnels qui n'ont pas

payé la taxe et aux foyers dont les factures d'électricité sont impayées depuis plus de quatre mois. En outre, en réaction à ce mouvement, le ministère des Finances prétend avoir pris l'argent versé pour l'électricité et l'avoir affecté au paiement de la taxe, ce qui sera un nouveau motif de lutte.

Les réactions à la crise sont cependant diverses et pas nécessairement d'un caractère antagoniste. On voit se développer une tendance - surtout dans les assemblées de quartier ou les « réseaux citoyens » - à favoriser des projets coopératifs d'échange de -marchandises (en général sans les intermédiaires), des échanges de services, des cuisines populaires, de l'agriculture auto-subsistante ou même des programmes sociaux locaux pour les chômeurs, à une époque où l'Etat providence se désintègre et où le salaire social est agressé. Ce qui sépare ces stratégies d'austérité autogérées des associations caritatives florissantes en Grèce et dirigées par l'Eglise, les ONG et plusieurs capitalistes célèbres n'est pas très clair. Ce mouvement devra parcourir un long chemin aux dépens d'un mouvement de classe plus radical et plus offensif.

TPTG, avril 2012

(traduit de l'anglais)